

Durban : Zéro garanties pour le climat tandis que les gouvernements excellent une fois de plus dans l'immobilisme (13.12.11)

Bruxelles, le 13 décembre 2011 (CSI En Ligne) : Le mouvement syndical international s'est déclaré déçu des résultats des négociations de Durban sur le changement climatique, qui malgré un consensus sur l'établissement d'une plateforme pour la poursuite des pourparlers entre les parties prenantes, a manqué de déboucher sur des garanties en matière de réduction des émissions, telles que recommandées par les milieux scientifiques pour empêcher une catastrophe climatique.

Les syndicats présents à Durban demandaient la prolongation de l'Accord de Kyoto, un traité légalement contraignant et négocié à l'échelon international, ainsi qu'un plan d'action pour rendre opérationnel et financer le Fonds vert pour le climat.

« Le Protocole de Kyoto, un élément charnière dans l'accord sur le changement climatique, a survécu aux négociations, toutefois à l'exception de plusieurs pays importants, en l'absence d'engagements relatifs aux réductions des émissions et avec des lacunes considérables. Le Fonds vert pour le climat a été adopté mais en l'absence d'engagements concernant sa dotation. Et un nouveau cycle de négociations a été lancé en vue d'une mise en application repoussée à 2020 », a indiqué Sharan Burrow.

Les chercheurs et groupes écologiques ont averti que le report à 2020 expose la planète et les gens à des risques incalculables en termes de dégradation irréversible associée au réchauffement climatique.

« Les gouvernements ne doivent pas renoncer aux principes de l'équité, de la justice sociale et des responsabilités historiques à l'heure d'aborder le nouveau cycle de négociations.

« Ce retard ne doit pas détourner les gouvernements des dispositions immédiates qu'il leur incombe d'adopter en vue de l'investissement dans une économie bas-carbone, la création d'emplois verts et une transition Juste », a dit Sharan Burrow.

« Les syndicats n'attendront pas 2020 pour passer à l'action, réduire les émissions et remodeler les économies. À Rio, en 2012, et au-delà, les travailleurs appelleront les gouvernements à adopter de nouveaux mandats pour la création d'emplois verts et la mise en conformité des emplois existants et pour que la justice sociale prévale sur l'ordre économique établi, qui a, une fois encore, pris le dessus à Durban.

« Des investissements à hauteur de mille milliards de dollars sont à présent affectés à l'économie verte, or trop nombreuses sont les nations qui s'en voient exclues. Au lieu d'attendre qu'un accord soit négocié et mis en application en 2020, les nations doivent agir dès maintenant pour créer des emplois verts pour l'avenir », a déclaré Sharan Burrow.

Le mouvement syndical international portera l'appel à l'action sur le climat devant le Sommet du G20, à Mexico, et la Conférence de la terre, Rio+20, en juin prochain, et mobilisera les travailleurs et travailleuses à cette fin dans chaque pays.

« Nous avons fait entendre haut et fort notre appel en faveur d'une Transition juste partout où les travailleurs sont engagés et influencent la transformation sociale et économique en réponse au changement climatique. Notre voix retentira encore plus fortement à présent que la nécessité d'une action des gouvernements se fait plus pressante », a affirmé Sharan Burrow.

La CSI représente 175 millions de travailleurs dans 308 organisations affiliées dans 153 pays et territoires.

Retrouvez-nous sur la toile : <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>

